



Suppressions d'emplois, gel du point d'indice, disette pour les services, jour de carence, blocage des carrières, augmentation de la CSG, casse du service public,....

La coupe est pleine ?!
À la DDFIP 06, toutes et tous en grève
le 10 octobre avec toute la fonction publique

Encore 1 600 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2018. Ce seront l'équivalent de 5 DDFIP rayées de la carte.

Malheureusement, le pire est à venir comme le dit Bruno Parent, le DG, sur Ulysse. C'est l'avenir de toute la DGFIP qui est en jeu ! Alors, le 10 octobre, il faut se mobiliser à l'appel de toutes les organisations syndicales de la fonction publique, une première depuis des dizaines d'années. Mesurons toutes et tous l'importance de marquer un coup d'arrêt à la politique du gouvernement, régressive pour le monde du travail mais aux services des plus riches.

Bruno Parent sur Ulysse : *« L'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes. »*

Alors marchons le 10 octobre à Nice 10h00 Place Masséna.
C'est un appel national à la grève dans toute la fonction publique.

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les Fonctionnaires :

- Gel de la valeur du point indice,
- Rétablissement du jour de carence,
- Annonce de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Mesures auxquelles s'ajoutent la décision du Gouvernement de supprimer 150 000 emplois aidés, alors que de nombreux services sont déjà désorganisés, entraînant la détérioration des conditions de travail (burn out) et la remise en cause des missions...

Et contrairement à l'engagement fait par Emmanuel MACRON dans le cadre de sa campagne présidentielle : *« J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés*

des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant», la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les Agents !

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'Agents publics et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable. C'est totalement injuste pour les personnels, et c'est totalement inefficace pour une Fonction Publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs.

Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics d'autant plus dans un contexte de métropolisation engendré par la mise en œuvre des dernières réformes territoriales.

Le 5 septembre le Président MACRON déclarait aux Préfets : « *l'égalité républicaine ne peut plus être le produit d'une égalité qui se construit partout et pour tout par le droit, les mêmes services, les mêmes infrastructures !* ». Cela porte un nom : casser le cadre national statutaire du service public, territoire par territoire.

Non ! Nous réaffirmons l'importance de conserver des Services Publics de proximité, gages pour la population d'égalité d'accès sur tout le territoire.

Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des Fonctionnaires.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les Agents à la grève et à la manifestation, mardi 10 octobre, date choisie par le Ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.

Elles exigent :

- **une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des Agents par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières,**
- **le non rétablissement du jour de carence**
- **les moyens nécessaires pour permettre aux Agents d'exercer leurs missions de services publics.**

A la DDFIP 06, disons STOP tous ensemble !

C'est maintenant qu'il faut **AGIR** pour gagner sur l'emploi, sur nos salaires, nos conditions de travail, nos garanties individuelles et collectives, pour obtenir des moyens budgétaires pour mener à bien nos missions de service public.

Rien n'est inéluctable, d'autres choix sont possibles !

Tous en grève et dans l'action le 10 octobre !

